
 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 1/11

CENTRE HOSPITALIER PAUL DOUMER
60140 – LABRUYERE

PRESTATIONS DE GARDIENNAGE SUR LE SITE DESAFFECTE DE VILLEMIN SITUE A ANGICOURT



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
N° 20-064-P01**

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 2/11

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières concerne les prestations de gardiennage à assurer sur un hôpital désaffecté (Hôpital Villemin) situé sur la commune d'Angicourt – Oise).

Le site est composé d'une quinzaine de bâtiments (en partie murés au RDC) sur un parc boisé d'environ 35 Hectares.

Le gardiennage sera effectué :

Marché de base : Par un agent de sécurité qualifié « conducteur ou conductrice de chien », accompagné de son chien.

Variante 1 : Par un agent de sécurité qualifié « conducteur ou conductrice de chien », accompagné de son chien + 1 agent de sécurité qualifié C.Q.P

Variante 2 : Par un agent de sécurité qualifié « conducteur ou conductrice de chien », accompagné de son chien + 2 agents de sécurité qualifiés C.Q.P

2 ETENDUE DU BESOIN

L'hôpital de Villemin comprend un parc boisé et plusieurs bâtiments désaffectés. La prestation devra être assurée 7j/7 à raison de 24 heures par jours ;


L'hôpital se réserve le droit de passer des prestations supplémentaires sur le site de l'hôpital Paul Doumer et sur le site de Villemin.

En cas de cession du site de Villemin, l'hôpital Paul Doumer se réserve le droit de résilier le marché avec un préavis de 30 jours sans contrepartie financière

3 MISSIONS

Le personnel de sécurité, salarié du prestataire, titulaire du marché, qualifié doit :

- Être en tenue réglementaire d'intervention, (rangers, treillis et **signe d'identification de la société**). Une information visible sur la tenue avec le mot « sécurité » doit permettre d'identifier clairement l'agent concerné.
- L'entreprise transmettra une photo de la tenue d'intervention des agents confirmant la prise en compte des éléments ci-dessus
- Pour le conducteur/conductrice de chien rester en permanence et de façon continue à proximité immédiate de son animal. Ce dernier se trouvant muselé et tenu en laisse et prêt à être démuselé, prêt à être lâché sur ordre ou à la seule initiative de l'agent de prévention et de sécurité qualifié « conducteur » ou « conductrice » de chien, à l'exception de toute autre personne, tiers ou intervenant.
- Être présent sur le site de l'établissement pendant les horaires de travail
- Effectuer des rondes **aux abords** des bâtiments et dans le parc boisé.

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 3/11

La ronde ne doit en aucun cas se faire à l'intérieur des bâtiments désaffectés.

Il doit :

- Interdire l'accès au site à toute personne non autorisée par le responsable sécurité ou son représentant.
- Prévenir les secours (gendarmerie, pompiers...) en cas de nécessité
- Guider en cas de nécessité les secours
- Disposer d'une main courante pour y inscrire tout événement qui pourrait survenir durant son service.
- Être joignable par téléphone portable pendant les heures de travail par le responsable sécurité ou son représentant.
 - o Pour cela le prestataire communiquera au responsable sécurité du CH Paul Doumer lors de la prise de marché, le n° de téléphone concerné.
- **En cas** d'événement grave (non-respect des personnes, dégradations des biens, incendie...), prévenir immédiatement par téléphone le standard du CH Paul Doumer.
- Transmettre un rapport par mail sous 12h au responsable sécurité du CH Paul Doumer avec une copie au secrétariat de direction.
 - o *Nota : Un appel au service de secours ou aux forces de l'ordre est considéré comme un événement grave.*

Ce rapport précisera au moins les éléments suivants :


- Heure de l'évènement,
- Motif,
- Constat de dégât éventuel,
- Nom éventuel des personnes impliquées,
- Information s'il a été fait appel ou non aux forces de l'ordre ou aux services de secours.

Le prestataire, titulaire du marché, signifié conformément aux dispositions du présent marché veillera cependant, de façon scrupuleuse au respect par l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, des notions de droit suivantes :

L'état de nécessité qui, conformément à l'article 122-7 du Code pénal, stipule que : « n'est pas pénalement responsable, la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien (Ndr : dont il a la garde et la sauvegarde), accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ».

Ainsi le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, ne saurait nullement se prévaloir d'outrepasser ses droits habituellement reconnus ou de commettre un acte illégal ou une infraction, dans ce cas précis où la sauvegarde face à un danger l'emporte sur la rigueur du droit.

La légitime défense de soi-même et d'autrui, qui, conformément à l'article 122-5 du Code pénal, stipule que : « n'est pas pénalement responsable la personne qui, devant une atteinte injustifiée envers elle-même

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 4/11

ou autrui, accomplit, dans le même temps, un acte commandé par la nécessité de la légitime défense d'elle-même ou d'autrui, sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense et la gravité de l'atteinte ».

Ainsi le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, ne saurait nullement se prévaloir d'outrepasser ses droits habituellement reconnus ou de commettre un acte illégal ou une infraction, dans ce cas précis où la sauvegarde face à un danger l'emporte sur la rigueur du droit.

Le C.H. Paul Doumer peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention du prestataire pour faute professionnelle. Cette demande devra être suivie d'effet.

3.1 RONDES

Afin de s'assurer du respect des rondes, le prestataire positionnera sur le site entre 5 pointeaux et 20 pointeaux (localisation à définir avec le responsable sécurité) sur le site de Villemin. En cas de dégradation de ces équipements, ceux-ci seront remplacés sous 24 h (jours ouvrables) et 72 h (jours non ouvrables) sans surcout pour le CH Paul Doumer.

Les rondes seront effectuées sur la périodicité les créneaux horaires suivants :

- 07h00 ; 10h ; 12h30 ; 15h30 ; 19h00 ; 22h30 ; 1h30 ; 4h30 ;

Une tolérance de +/- 30 mn sur ces horaires est acceptée.

Les enregistrements liés au pointage des agents devront pouvoir être consultés par le responsable sécurité ou de son représentant du CH Paul Doumer de façon permanente et en temps réel.

Le prestataire devra s'assurer du bon fonctionnement de ces pointeaux journalièrement.

Pour cela, une consultation à distance (par internet) des enregistrements des rondes est demandée.

- ✚ L'entreprise transmettra une explication détaillée sur le type de contrôleur de ronde qui sera utilisé (type de matériel, fonctionnement, consultation à distance...)

Tout autre système équivalent devra être validé par le responsable sécurité.


Le prestataire aura à sa charge de fermer, à l'aide d'une chaîne et d'un cadenas à code (fourni par ses soins) le portail d'accès principal au site gardienné.

Ce code (permanent) devra être transmis au responsable sécurité du CH Paul Doumer. En cas de destruction de la chaîne ou du cadenas, le prestataire en repositionnera un nouveau (sans surcout pour le CH Paul Doumer)

4 QUALITE DES PRESTATIONS

Une organisation qualité est demandée au prestataire pour cela le prestataire doit formaliser :

- Une méthodologie permettant de s'assurer de la prise effective de service par le personnel de sécurité.

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 5/11

✚ L'entreprise fournira une copie de la procédure liée à la méthodologie de contrôle de prise de fonction des agents.

- Cette procédure devra répondre aux questions suivantes :
 - Qui est en charge du contrôle ?
 - Comment se fait ce contrôle ?

➤ Une méthodologie de prise en compte et de traitement des réclamations clients

✚ L'entreprise fournira une copie de sa procédure de traitement des réclamations clients. Cette procédure devra répondre au minimum aux points suivants :

- Comment est prise en compte la réclamation ?
- Comment est analysée l'importance de la réclamation ?
- Comment le client est informé de la prise en compte de sa réclamation ?
- Quels sont les délais de prise en compte, de traitement ?
- Comment se font les actions correctives et préventives suite à une réclamation...

5 MOYENS A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le prestataire devra fournir aux agents le matériel suivant :

- Un téléphone portable/PTI pour les liaisons externes.
- Une lampe torche : les piles et les ampoules sont à la charge du prestataire.
- Un contrôleur de ronde électronique afin de respecter les exigences du § 3 du CCTP

Avant la mise en service, ou avant le premier jour du contrat, un test des matériels aura lieu sur site afin de vérifier l'état de fonctionnement. Tout système non conforme et non utilisable sur notre site sera refusé.

6 CONSIGNES


Le prestataire sera chargé de faire prendre connaissance des consignes générales et particulières permanentes à ses agents. Un plan de prévention sera établi lors de la notification du marché.

Une copie de la feuille d'émargement de la prise de connaissance de ces consignes et des horaires de rondes sera fournie par le prestataire dans un délai maximum de 15 jours après la prise d'effet du marché. La copie de la feuille d'émargement devra être transmise au responsable sécurité lors de toute intégration de nouvel agent.

Lors de modifications ou de réactualisation de ces consignes, elles seront notifiées dans les mêmes conditions.

Le prestataire sera chargé de retranscrire ces consignes et de les joindre avec ses propres consignes dès le premier jour de la prestation.

7 QUALIFICATIONS

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 6/11

Le personnel de sécurité qualifié « conducteur ou conductrice de chien », devra être titulaire du « Certificat de Qualification professionnelle » (CQP), avec option « cynophile », en cours de validité pour la durée du marché.

Idem pour l'agent de gardiennage qui devra disposer du C.Q.P

- ✚ L'entreprise expliquera les modalités de recrutement de ses agents (pré requis, diplômes...) Cette procédure devra répondre au minimum aux points suivants :
 - Qui procède aux recrutements
 - Comment se passe le recrutement (tests, pré requis, certificat...)

- ✚ L'entreprise expliquera les modalités de formation de ses agents.

Le prestataire devra transmettre au responsable sécurité la copie des documents suivants

- ✓ Certificat de Qualification professionnelle » (CQP), avec option « cynophile »,
- ✓ Certificat de Qualification professionnelle » (CQP) pour l'agent de sécurité
- ✓ Carnet de vaccination du chien

Ces documents seront à transmettre par le prestataire dès la notification du marché dans un délai de 15 jours pour les agents qui seront affectés sur le site de Villemin.

Dans le cadre d'un changement d'agent, la copie des documents ci-dessous devra être transmise au responsable sécurité avant la prise de fonction de l'agent concerné.

8 PLANNING DES VACATIONS

Le prestataire, titulaire du marché, fournira au responsable sécurité, un planning prévisionnel mensuel, pour le mois immédiatement à venir (au plus tard au 22 de chaque mois), tel qu'il l'a conçu, en précisant les vacations horaires couvertes par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.


Dans toute la mesure du possible et après accord entre les parties contractantes, ce planning mensuel sera toujours fourni en version dématérialisée, et communiqué aux personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché.

Il précisera l'effectif mensuel et journalier déployé, les identités des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché, affectés sur le site de Villemin, ainsi que les horaires d'emploi effectif.

Tout changement, toute modification, tout retrait ou tout ajout de personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, qui interviendrait dans ce planning prévisionnel mensuel sera ainsi transmis à titre d'information, par les voies usuelles de communication établies entre les parties contractantes au marché.

En cas d'urgence, une communication rapide et informelle se fera immédiatement et sera confortée par un échange plus formel qui interviendra à postériori, dans un délai maximal convenu de 24 heures

Remplacement des agents absent :

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 7/11

Un pointage à la prise de service des agents est demandé (horaires selon planning fournit préalablement au responsable sécurité). (Emplacement de ce pointage à définir)

Le prestataire devra assurer une continuité de service. Pour cela il est demandé :

- Une méthodologie liée à l'action corrective mise en place lors de l'absence d'un agent à la prise de service. Une absence de prise de service d'un agent de sécurité devra être signalée par mail au secrétariat de direction et par téléphone (standard du GH Paul Doumer) dans un délai maximum de 2 heures et faire l'objet et d'un remplacement sous 2 heures.

✚ L'entreprise fournira une copie de la procédure liée à l'action corrective en cas d'absence d'un agent lors de la prise de poste.

- Cette procédure devra répondre aux questions suivantes :
 - Qui en est en charge de mettre en place l'action corrective ?
 - Comment est mise en place l'action corrective ?

Une solution de remplacement devra être mise en place avec la condition minimale suivante :

- ✓ Remplacement par un agent de surveillance (disposant du C.Q.P) sous un délai de deux heures.

9 CONTRÔLE DE LA PRESTATION

Il est assuré à la fois par le CH Paul Doumer et par le prestataire.

Dans le cadre du respect du marché, le prestataire doit faire effectuer par ses contrôleurs au minimum 1 visite physique par mois sur le site de Villemin.

Ce contrôle fera l'objet d'un enregistrement avec un des pointeaux présents sur le site de Villemin et sur la main courante. Un rapport sera ensuite transmis sous 48h au responsable sécurité ou son représentant.

L'enregistreur devra permettre de différencier le contrôleur par rapport aux agents.

✚ L'entreprise expliquera la méthodologie et les points contrôlés lors de cette visite

10 REUNIONS

Lors de la notification du marché, il sera procédé à une réunion afin


- d'échanger les coordonnées des différents interlocuteurs,
- de rappeler les contraintes particulières que le Prestataire rencontrera lors de l'exécution de ses prestations...

D'autres réunions si nécessaire pourront être demandées par le titulaire du marché.

Pendant le marché

Au moins une réunion semestrielle avec le Responsable Sécurité du CH Paul Doumer sera organisée dans le but de faire le point sur le déroulement de la prestation.

11 LOCAUX A DISPOSITION

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 8/11

Le prestataire titulaire du marché devra lors de la 1^{ère} journée de prise du marché :

- Mettre en place une base de vie et entretenir celle-ci.
 - La base de vie sera implantée sur le site de Villemain (à proximité du pavillon « C »). Elle devra être meublée, chauffée, éclairée, sécurisée et équipée d'au moins un extincteur à eau de 6 litres.
- Positionner un éclairage extérieur devant la base de vie (Projecteur led)
- Positionner et entretenir un WC chimique (suite à l'absence d'eau courante)

L'hôpital Paul Doumer fournira une alimentation électrique 220 v.

✚ L'entreprise fournira une notice et ou photo de la base de vie, des WC chimiques et du projecteur Led prévu.

12 ABSENCE DU RESPONSABLE SECURITE

L'interlocuteur du CH Paul Doumer est le responsable sécurité.

En cas d'absence de celui-ci, il conviendra de s'adresser au responsable du service technique

13 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRES

Le prestataire, titulaire du marché, se doit de respecter l'ensemble des dispositions légales, administratives et sociales, régissant le travail sur le territoire national¹, au vu de l'intégralité des textes usuels, opposables et reconnus devant les juridictions, tant de médiation que de jugement, en cas de survenue d'un litige l'opposant soit à l'un de ses personnels de sécurité générale qualifiés, salarié de son entreprise, soit à la structure contractante.

Toute disposition figurant dans le présent marché, est réputée avoir été lue en totalité, parfaitement comprise, explicitée le cas échéant et en tant que de besoin, puis acceptée intégralement et sans réticences par le prestataire, titulaire du marché et ce pour toute la durée d'exécution dudit marché signifié conformément aux dispositions du présent marché.


14 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Ces missions, tâches et prestations, ainsi définies, lues, comprises et acceptées, sont fournies et exécutées sous l'entière et seule responsabilité du prestataire, titulaire du marché, au vu du respect strict et non interprétable des dispositions réglementaires parues à ce jour, modifiées par des dispositions complémentaires ou à paraître pendant tout le temps d'exécution dudit marché.


15 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE, TITULAIRE DU MARCHE, VIS-A-VIS DES PERSONNELS DE SECURITE QUALIFIES ET VIS-A-VIS DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION.

Il s'agit en particulier des dispositions statutaires, administratives, réglementaires, fiscales, sociales suivantes, énumérées ci-dessous, sans que leur liste soit, à ce jour, exhaustif et ainsi arrêtée :

¹ [Le Code du travail et les conventions collectives font foi en la matière.](#)

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 9/11

- Code de la sécurité intérieure, livre VI, titre 1er et suivants,
- Arrêté du 27 juin 2017, portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux activités privées de sécurité,
- Arrêté du 27 février 2017, relatif à la formation continue des agents privés de sécurité,
- Arrêté du 05 septembre 2014, modifiant l'Arrêté du 25 juin 2009, relatif au titre professionnel d'agent de sûreté et de sécurité privée,
- Décret n° 2012-870 du 10 juillet 2012, relatif au code de déontologie des entreprises privées de sécurité,
- Décret n° 2011-1919 du 22 décembre 2011, relative au Conseil national des activités privées de sécurité (**CNAPS**) et modifiant certains décrets, portant application de la loi n° 83-629 du 12 juin 1983,
- Décret n° 2009-137 du 9 février 2009, relatif à la carte professionnelle et à l'autorisation préalable des salariés participant aux activités de sûreté et de sécurité privée,
- Arrêté du 19 juin 2008, instaurant le certificat de qualification professionnelle (**CQP**) des **agents de prévention et de sûreté**, préalablement dénommés « **agents de sécurité** »,
- Décret du 7 août 2007, et arrêté du 8 août 2007, relatifs à la mise en place des certificats de qualification professionnelle (**CQP**),
- Décret N° 2005-1122 du 6 septembre 2005, relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéo protection,
- Arrêté du 2 mai 2005, relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur,
- Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003, relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France, avec ses textes d'application, déjà parus ou à paraître,
- Décret n° 92-508 du 11 juin 1992, paru au Journal Officiel de la République française (**JORF**) du 12 juin 1992, relatif à la lutte contre le travail clandestin, ainsi qu'à ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître,
- Loi 91-1383 du 31 décembre 1991, parue au Journal officiel de la République française (**JORF**) du 1er janvier 1992, relative à la lutte contre le travail clandestin, ainsi qu'à ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître,
- Loi 86-1025 du 9 septembre 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers, ainsi que ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître,
- Loi 83-629 du 12 juillet 1983, réglementant les activités privées de surveillance, gardiennage et de transports de fonds, ainsi que ses textes modificatifs ou d'application déjà parus ou à paraître, modifiée par la loi du 18 mars 2003,

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 10/11

- Décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977, relatif à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise, dans des aspects liés à la prévention, à l'hygiène et à la sécurité des personnels,
- Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, ainsi que ses textes d'application déjà parus, en particulier l'arrêté d'extension en date du 12 décembre 2001, ou ceux encore à paraître, dans le temps d'exécution dudit marché.

16 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE, TITULAIRE DU MARCHE, VIS-A-VIS DE LA REPRISE DU PERSONNEL.

Le prestataire, titulaire du marché, est tenu, eu égard au respect strict des dispositions actuelles de la convention collective nationale encadrant ce secteur d'activité, convention qui a été réactualisée en tant que de besoin selon les divers accords professionnels de branche déjà intervenus, à une obligation de reprise des personnels agents de prévention et de sécurité qualifiés, salariés de la société prestataire sortante ou de l'entreprise sortante et habituellement affectés, à la structure contractante, dans les conditions et pourcentages fixés par ces textes et les dispositions réglementaires en vigueur au jour de la reprise du marché.


Le non-respect des conditions strictes de reprises de ces personnels de sécurité qualifiés, salariés d'un autre prestataire, eu égard à certaines dispositions du Code du Travail en particulier, ou de la convention collective nationale des entreprises de sécurité privée suscitée, s'agissant de la qualification professionnelle de ces personnels de sécurité, qualifiés « agents de prévention et de sécurité », de leur ancienneté de service professionnelle, de leur durée de présence effective déjà réalisée et constatée sur la structure contractante, constitue un critère d'analyse de l'offre technique déposée par le prestataire postulant, telle qu'elle est prévue d'être étudiée et appréciée.

17 Obligations du prestataire, titulaire du marché, vis-à-vis de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, de leur aptitude médicale, de leur état de santé, des visites médicales et des différents vaccins réglementairement exigés.

Le prestataire, titulaire du marché, s'engage à mettre à disposition de la structure contractante, représenté par son directeur ou en leur absence, par leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le responsable sécurité, des personnels de sécurité qualifiés « agents de prévention et de sécurité », en excellent état de santé physique², non frappés d'inaptitudes médicales à l'exercice de la profession, de quelque ordre qu'elles soient et ne présentant pas, dès le premier jour de l'exécution du marché et ce jusqu'au dernier jour d'exécution dudit marché, de restrictions d'emploi quelconques, fussent-elles même temporaires ou momentanées, mais qui soient aptes à exercer l'ensemble des missions et des tâches confiées, sans restriction, de jour comme de nuit, qui ne soient pas exempts de marche et frappés d'inaptitude pour « station debout pénible » ni de symptômes de claustrophobie ou de peurs chroniques ou phobiques, ainsi qu'à des variations climatiques ou saisonnières, fussent-elles même significatives ou notables, voire durables³, susceptibles d'intervenir, tant de jour que de nuit, dans l'exercice des missions et tâches confiées à ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché.

² Au vu des décisions médicales relevant du médecin du service de santé au travail de rattachement de l'entreprise prestataire.

³ Les épisodes caniculaires dits de chaleur intense s'entendent, selon la météorologie française, au-delà de trois jours constants de chaleur anormalement élevée par rapport aux moyennes mensuelles ou de saison.

 Hôpital Paul-Doumer AP-HP	C.C.T.P	Version a
	Prestations de gardiennage	Date : 11/02/20
		Page 11/11

Il en est de même de leur état sanitaire général, auquel il veillera tout particulièrement⁴ en s'assurant notamment qu'ils aient bien subis une visite médicale réglementaire annuelle, auprès d'un praticien hospitalier du service de santé au travail, auquel son entreprise de sécurité est rattachée et en fournira copie au directeur de la structure contractante ou, en leur absence, à leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le responsable sécurité.

Ce certificat médical d'aptitude devra reprendre et, le cas échéant détailler sans violation cependant du secret médical, les éventuelles restrictions citées dans le paragraphe supra, susceptible d'être considérées comme une impossibilité définitive ou à temps à l'emploi d'agent de prévention et de sécurité qualifié, salarié du prestataire, ou à toute autre fonction demandée par le biais des dispositions du cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) dudit marché, sur la structure contractante.

En matière vaccinale, l'intégralité des vaccins obligatoires, tels que cités dans les dispositions réglementaires du code du travail et du code de la santé, ou même dans tout autre texte de nature à réglementer la protection des salariés, relevant de ces branches d'activité professionnelle spécifiques, doit avoir été administrée aux personnels agents de prévention et de sécurité, salariés du prestataire, titulaire du marché, ainsi qu'à tous les autres personnels de sécurité, salariés du prestataire, titulaire du marché, appelés à intervenir sur la structure contractante, même occasionnellement ou ponctuellement.

⁴ Là aussi, au vu des décisions relevant du service de santé au travail de rattachement de l'entreprise prestataire.